



Régions : ce qui a changé

- Les frontières
- Les compétences
- Les présidents
- Les noms...



RÉGIONS
magazine

LE SUPPLÉMENT

Eurométropole de Strasbourg
L'autre capitale



Robert Bernmann
Président de l'Eurométropole
de Strasbourg



Economie
Une relance
de pointe



Grands
projets
A la conquête
du ciel

Avec ce numéro, notre supplément
**Eurométropole
de Strasbourg**

Xavier Bertrand

"Je me sens formidablement libre !"

Xavier Bertrand, le "tombeur" de Marine Le Pen en région Nord-Pas-de-Calais/Picardie, revient sur l'élection, sur son nouvel engagement politique, et sur ses premiers jours de président.

Son discours, au soir du premier tour des élections régionales a marqué les esprits, surpris, voire ému. Quoiqu'il arrive désormais, **Xavier Bertrand** restera le tombeur de **Marine Le Pen**, mais aussi celui qui a fait bouger les lignes, en captant sur son nom une partie des voix de gauche, et en rejetant une vision trop élitiste et "parisienne" de la politique. Ses premiers pas de président de la nouvelle grande région Nord-Pas-de-Calais/Picardie ont été particulièrement scrutés. Sur ces premiers jours, mais aussi sur sa campagne électorale et sa vision de la politique, Xavier Bertrand a fait le point avec *Régions Magazine*.



On ne sait pas s'il "marche sur l'eau", mais le 4 janvier, jour de son élection à l'Hôtel de Région, Xavier Bertrand avait l'air pour le moins ravi.

Régions Magazine : vos propos au soir du premier tour, et après l'élection, ont surpris le grand public. En particulier le rejet des "salons parisiens", venant d'un ancien ministre de Nicolas Sarkozy. A quel moment avez-vous pensé à tenir ce discours ?

Xavier Bertrand : le soir du premier tour, à 18 h. J'ai toujours pensé que tout était possible, que je pouvais gagner, et aussi que le résultat ne serait pas aussi serré qu'on l'annonçait partout. Mais en réalité, ce discours, je l'avais sur le cœur depuis des années. Simplement, c'est la campagne électorale qui m'a permis de le formaliser, et de l'exprimer au soir du premier tour.

RM : pourquoi ?

XB : cette campagne été dure, j'ai été le candidat le plus attaqué. Mais

elle a été d'autant plus pénible qu'en allant énormément sur le terrain, je me suis rendu compte que les gens n'écoutaient plus du tout les hommes politiques. Ce qui fait le plus mal, c'est quand vous avez été député, ministre, que vous avez fait des réformes (et j'en ai fait, à commencer par celle des retraites), et que les gens vous disent "vous n'avez rien fait ! On ne vous croit plus !". Les électeurs que je rencontrais étaient devenus des murs. Le ras-le-bol était généralisé, la colère sous-jacente, terrible.

RM : vous-même, cela vous a-t-il fait changer ?

XB : on m'a longtemps collé une étiquette qui n'était pas la mienne, et j'en suis en partie responsable. Ceux qui me connaissent bien savent que je suis un homme de terrain, je ne le suis pas redevenu,

je l'ai toujours été. Mais pour faire carrière, il m'a fallu endosser le costume de l'homme politique parisien, un costume qui n'était pas le mien. Et je suis le premier à reconnaître que cela m'a réussi : j'ai été très vite député, puis ministre, on a parlé de moi pour Matignon...

"A Paris, j'ai essayé de "leur" ressembler, on s'est moqué de moi..."

Pourtant, je n'ai jamais fait partie d'une écurie, ni même de ce milieu, je ne suis pas de la même origine, je n'ai fait ni Sciences-Po, ni l'ENA. J'ai essayé de "leur" ressembler,

on s'est moqué de moi, je n'étais pas bien habillé, je ne parlais pas comme eux... J'ai souvent pensé, et parfois lancé : "votre mépris, c'est un manteau qui me tient chaud l'hiver !". Voilà, c'est tout cela que j'ai rejeté au soir du premier tour, en annonçant que je quitterai l'Assemblée Nationale, que je ne serai pas candidat à la primaire Les Républicains, etc.

RM : avez-vous pensé que le Front National pouvait gagner cette élection ?

XB : ce que je pense, c'est que leur échec aux régionales, c'est en quelque sorte une dernière chance qui nous est donnée. Moi, j'étais comme tout le monde, j'ai longtemps estimé que le Front National ne gagnerait jamais une élection majeure. Et puis j'ai vu le choc des départementales, je me suis engagé à ce moment-là pour éviter qu'il ne prenne un département. Même chose aux régionales, avec ce score du premier tour (NDLR : 40,6 % pour Marine Le Pen). C'est la colère des gens qui est leur moteur. Quand on regarde les choses froidement, on se rend compte que tout ce qui anime le Front National, c'est tout ce que rejettent les Français : un parti dominé par une seule famille, leur rapport à l'argent... Pour Marine Le Pen, son intérêt pour notre Région, c'est juste une étude de marché : elle va là où la colère est la plus forte. Maintenant qu'elle a échoué, elle va se concentrer sur la seule chose qui l'intéresse, sa candidature aux présidentielles.

RM : vous avez été élu en partie en vous appuyant sur les voix de gauche. Avez-vous une dette vis-à-vis de l'électorat de gauche, et même des élus du Parti socialiste qui se sont retirés en votre faveur ?

XB : je n'ai de dette vis-à-vis de personne, si ce n'est envers les six millions d'habitants de la Région.

Vous savez, j'ai l'habitude d'être élu avec des voix de gauche. Aux dernières municipales à Saint-Quentin, j'ai été élu dès le premier tour avec 52,6% et une bonne partie de l'électorat socialiste a voté pour moi (NDLR : le candidat du PS n'avait atteint que 17,10 % des voix). Ce qui est sûr, c'est que ni les dirigeants, ni les électeurs de gauche n'ont fait semblant. S'agissant des premiers, j'ai toujours pensé qu'ils ne seraient pas cyniques.

"Je n'ai pas de dette vis-à-vis de la gauche, mais je compte bien travailler avec tout le monde."

Après, ce n'est pas une question de reconnaissance vis-à-vis des uns ou des autres. Moi, j'ai un projet, je compte l'appliquer, et le travail n'est pas une valeur de droite ou de gauche. Ce qui me porte, ce sont les gens qui me disent : "on ne croyait plus à la politique, ne nous décevez pas !". Les électeurs de gauche ne me demandent d'ailleurs pas de faire une politique de gauche. J'ai rompu les amarres, mon parti c'est la Région, et ce positionnement transcende les clivages.

Alors oui, en quelques jours j'ai rencontré le Premier ministre et le président de la République, j'ai reçu l'ex-candidat socialiste **Pierre de Saintignon**. Mais il n'y a que les irréductibles de mon propre camp que cela fait hurler, il n'y a qu'eux pour penser que je suis en train de devenir socialiste ! Et si l'Etat peut m'aider dans mes démarches, je me moque bien de sa couleur politique.

RM : Christian Estrosi, qui en région PACA se trouve dans la même situation que vous, a



Le dispositif Proch'Emploi mis en place au sein de la Région, doit permettre de répondre rapidement aux appels de demandeurs d'emploi.

pour sa part décidé de créer une conférence régionale où il invite notamment la gauche à siéger.

Pourquoi ne pas faire de même ?

XB : la loi NOTRe prévoit la mise en place de la conférence territoriale pour l'action publique, qui rassemble les élus de tous bords et de toutes collectivités. Je vais la réunir, et la faire travailler, je le fais depuis longtemps à une autre échelle dans l'agglomération de Saint-Quentin. J'ai déjà réuni les présidents des départements, de droite comme de gauche, et nous avons pris une série de décisions communes.

RM : votre seule opposition "officielle" au conseil régional sera constituée par les élus du FN.

Comment comptez-vous gérer cette situation unique jusqu'ici ?

XB : je ne vais évidemment pas me positionner en fonction des élus du Front National, en revanche j'adapterai mon attitude à la leur. J'ai vu, de très près, le type de campagne qu'ils ont menée. Vont-ils essayer de l'amener dans l'hémicycle ? On verra bien. S'ils respectent la majorité, le respect sera réciproque. Mais je ne rentrerai pas dans leur jeu. Pour l'instant, ils nous disent des choses, puis ils écrivent le contraire....

RM : allez-vous plaider pour une renégociation du contrat de plan Etat-Région ?

XB : il va en tout cas, à ma demande, être rouvert. Il repose en effet sur une incohérence, liée à la fusion : il concerne désormais deux Régions, Nord-Pas-de-Calais et Picardie, dont les présidents n'ont pas travaillé ensemble au moment de son élaboration. Après, je ne suis pas sûr que nous aurons des moyens supplémentaires, je connais la situation financière de l'Etat et j'ai passé l'âge d'être un rêveur. Mais sur un dossier sensible comme celui de la RN2, qui concerne les deux anciennes Régions, cela doit pouvoir par exemple me permettre de lancer enfin les études au nord d'Hirson, dans l'Aisne.

RM : votre collègue, le président socialiste de la grande région Aquitaine Alain Rousset, demande, une fois encore que la gestion des Pôle Emploi soit confiée aux Régions. Le soutenez-vous dans cette démarche ?

XB : je le soutiens d'autant plus que c'est moi qui, à l'époque, avais déposé l'amendement allant dans

ce sens au moment du vote de la loi ! Mais nous n'avions pas réussi à dégager une majorité à l'époque...

Notre logique est la même : les systèmes trop centralisés ont vécu, ils ne fonctionnent plus. Je dis souvent qu'un passage à Pôle Emploi fait deux malheureux : celui qui vient chercher un travail et n'en trouve pas ; et en face de lui, celui qui ne peut pas lui apporter les réponses qu'il attend...

"Je ne passerai pas mon mandat assis derrière mon bureau, cela fait d'ailleurs trois jours que je n'y ai pas mis les pieds."

RM : vos premières actions en tant que président de Région sont tournées vers l'emploi. Vous tentez de sauver des entreprises à Ham dans la Somme, à Armentières dans le Nord. Est-ce

le rôle d'un président de Région que de jouer ainsi les pompiers de service ? Ne craignez-vous pas de vous disperser ?

XB : j'ai décidé de ne pas passer mon temps à couper des rubans ou assis derrière mon bureau, cela fait d'ailleurs trois jours que je n'y ai pas mis les pieds ! Je ne fais pas de promesse, je serai forcément critiqué, il y aura forcément des déçus. Mais oui, si je peux aider une entreprise, trouver un repreneur, bloquer un plan de licenciements, je vais le faire, même s'il faut courir en Suisse pour convaincre des actionnaires (NDLR : en l'occurrence à Schaffhausen où il a rencontré les dirigeants du groupe Pentair qui veulent fermer une entreprise de Ham dont les carnets de commande sont pleins).

RM : vous avez également créé Proch'Emploi, un numéro vert de la Région qui veut mettre en relation chefs d'entreprise et chercheurs d'emplois. Qu'en attendez-vous ?

XB : on n'en est vraiment qu'aux prémices, mais nous avons reçu 3.500 appels depuis le début de l'opération. On a en face de nous

Avant le premier tour des élections régionales, Xavier Bertrand avait affronté sur Europe 1 Pierre de Saintignon (PS) et Marine le Pen (FN) dans un débat pour le moins musclé.





Avec les cinq présidents de départements (Nord, Pas-de-Calais, Aisne, Somme et Oise), qu'il a déjà rencontrés, Xavier Bertrand veut créer un "G6". Il souhaite notamment que le RSA soit suspendu après un double refus de formation.

des gens qui se sentent totalement abandonnés. Nous avons créé une plate-forme à la Région, ils ont un premier entretien téléphonique de quinze minutes, et on va leur monter très vite une formation qui sera financée par le conseil régional. Je rappelle sans cesse qu'il y a 120.000 emplois disponibles sur notre territoire. Mais je veux aussi donner un coup de pouce aux artisans en les aidant dans leur trésorerie, aider ceux qui ont un emploi mais ne s'en sortent plus depuis la suppression des heures supplémentaires défiscalisées, en leur accordant une aide aux transports ou à la garde d'enfants. Les attentes sont immenses.

RM : qu'est-ce qui vous étonne le plus depuis que vous avez pris vos nouvelles fonctions ?

XB : ce n'est pas à proprement parler un étonnement, puisque je l'avais ressenti pendant la campagne, mais ce sentiment d'abandon généralisé, cette forme de résignation et de dignité mêlées. C'est pourquoi les premiers gestes

sont importants, c'est pour cela que j'ai voulu être le premier à démissionner de mon mandat de député.

RM : vos proches affirment que depuis votre élection, vous "marchez sur l'eau, mais que vous n'avez pas encore les stigmates". Vous n'avez pas peur du chemin de croix, comme d'autres qui ont marché sur l'eau avant vous, y compris dans votre propre parti ?

XB : je ne crois pas que je marche sur l'eau, mais je sais que ce qui me donne de la force, c'est ma disponibilité. Je ne suis plus maire, ni député, ni candidat aux primaires. Je n'ai pas de cadavres dans les placards, je n'ai pas d'échéance électorale à affronter avant six ans, et cela me rend formidablement libre et disponible. Et je ne vais sûrement pas refuser l'aide d'un élu socialiste s'il a un projet pour l'emploi ! Maintenant, c'est à moi de faire mes preuves. ■

Propos recueillis par Philippe Martin

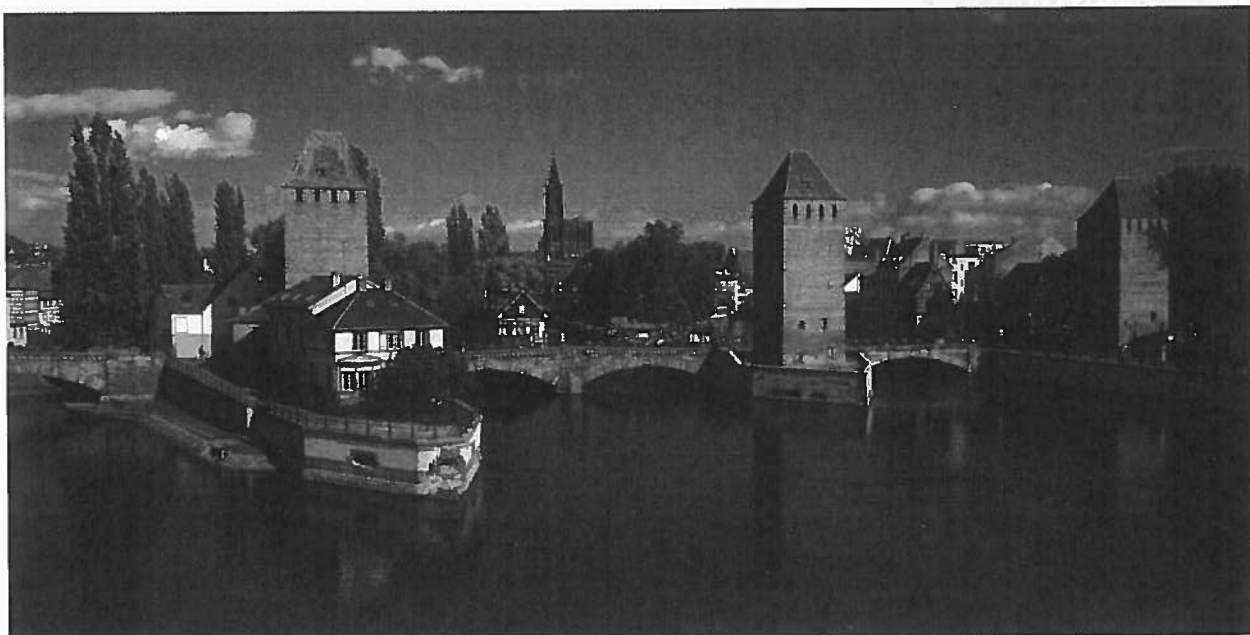
Canal Seine-Nord, Troisième révolution industrielle : "deux magnifiques projets"

RM : parlons un peu de votre nouvelle Région, à travers deux projets de première importance. Où en est le canal Seine-Nord ?

XB : c'est un très beau projet, mais qui stagne pour une raison simple : trois Régions, zéro patron. Maintenant, c'est à la nouvelle grande Région d'assumer le rôle de leadership, et il faut rattraper le temps perdu. Son potentiel est formidable : les emplois pendant les travaux, les plateformes intérieures à construire et à faire vivre, la revitalisation du port de Dunkerque, la perspective de faire de la Région le premier hub européen en matière de logistique. C'est un projet à la fois économique et écologique, qu'il faut maintenant relancer. Et je compte bien travailler avec tout le monde sur ce dossier, à commencer par le député socialiste Rémi Pavvros qui le suivait dans l'assemblée précédente.

RM : et la Troisième révolution industrielle ?

XB : là aussi, une très belle idée, qu'il faut rendre encore plus opérationnelle et concrète. Dès mon arrivée, j'ai demandé à Philippe Vasseur (NDLR : président de la CCI régionale et "père" du projet) de continuer à le piloter, et j'ai fait la même chose avec Daniel Percheron et Hubert Caron (NDLR : respectivement ancien président PS et vice-président EELV du conseil régional, en charge de ce dossier). Je ne peux que le répéter, je travaillerai avec tout le monde. Je ne serai ni le Chirac de 2002, qui a refusé l'ouverture, ni le Sarkozy de 2007, qui l'a pratiquée comme un gadget. La politique à l'ancienne, elle a vécu.



C'est au moins une certitude : Strasbourg est bien la capitale de la nouvelle Région.

Le géant qui n'a pas de nom

L'Alsace, la Champagne-Ardenne et la Lorraine ne forment plus qu'une seule et même Région, vaste et née dans la douleur. Un territoire contrasté qui va devoir se forger une unité.

Même le nom de cette région immense est un casse-tête. Comment baptiser l'Alsace/Champagne-Ardenne/Lorraine en ménageant les susceptibilités, l'histoire et la géographie ? Comment aussi gérer la nécessité de ne pas l'affubler d'un nom rébarbatif qui pourrait nuire à l'attractivité alors qu'Alsace et plus encore Champagne sont des signatures mondialement connues ?

A plusieurs reprises, **Philippe Richert**, premier président de cette Région de 5,5 millions d'habitants qui s'étend sur 57.000 km², occupant 10 % du territoire national, a exprimé son allergie aux acronymes, type *Acal*, *Alca...* *Grand Est Europe* aurait sa préférence. A voir. L'assemblée régionale tranchera vraisemblablement en

s'appuyant sur une consultation populaire.

Mais l'essentiel n'est pas là. La principale caractéristique de ce vaste espace de l'est de la France est de compter quatre frontières avec la Suisse, l'Allemagne, la Belgique et le Luxembourg. Cette situation géographique unique en France, constitue assurément une force. Chaque jour, 170.000 de ses habitants traversent l'une des frontières soit 8 % des 2,1 millions salariés. Le Luxembourg est le premier employeur de ces travailleurs frontaliers (83.000), avant l'Allemagne (47.000), la Suisse (36.000) et la Belgique (9.000).

Siphonage en règle

Beaucoup y voient une chance. D'autres y perçoivent un siphonage en règle d'une jeunesse qualifiée,

attirée par des salaires plus élevés, plus particulièrement en Suisse et au Luxembourg. L'Allemagne et la Belgique sont clientes d'une main d'œuvre industrielle qui leur fait défaut. Ces flux de population engendrent des déplacements massifs aux heures de pointe. La Lorraine notamment fait face à une saturation de l'A31 entre Nancy et le Luxembourg. Un projet de requalification avec portions à trois voies et contournements des agglomérations constitue ici une priorité. Le restera-t-il dans cet espace élargi ?

La capacité à conserver de la proximité est l'un des enjeux majeurs. 510 km séparent Givet, à la pointe des Ardennes, de Mulhouse, au sud de l'Alsace ! Les populations, globalement réticentes à cette nouvelle configuration administrative et

LA FICHE RÉGIONS MAGAZINE



Superficie : 57.433 km²
(4^{ème} Région française)

10,1%

10,4%
moyenne
France

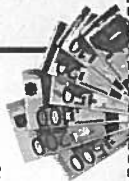
Taux de chômage



5,5 millions d'habitants
6^{ème} Région française
en population

Densité : 96 hab./km²
(France : 120)

PIB Régional
150 milliards d'euros
7,1 % du PIB de la France
PIB/habitant 27.069 € (6^{ème})



Croissance entre 1990 et 2012
(en % du PIB)
+ 0,8 %
(France entière + 1,6 %)

Budget 2015
2,4 milliards d'euros
Dette par habitant : 371 €

CHAMPAGNE-ARDENNE/
LORRAINE/ALSACE

ÉLECTIONS 13 DÉCEMBRE 2015

48,4%

Philippe Richert
(Les Républicains,
Union de la droite)
104 conseillers
régionaux

15,51%

Jean-Pierre
Masseret
(Parti Socialiste)
19 conseillers
régionaux

36,08%

Florian Philippot
(Front National)
46 conseillers
régionaux



STRASBOURG

Philippe Richert
président de la région Alsace/
Lorraine/Champagne-Ardenne

politique, ont besoin d'être rassurées. Une prise en compte fine des difficultés de transports, en particulier, et des problèmes de la vie quotidienne en général s'impose.

Métropoles et déserts ruraux

La nouvelle Région comprend des grandes villes qui ont compris la nécessité absolue de s'organiser en métropoles. Strasbourg, forte de son statut très convoité d'Euro-métropole, déjà désignée par la loi comme capitale de la nouvelle Région, a plusieurs longueurs d'avance. La communauté urbaine de Nancy a très tôt compris l'enjeu et devrait être "la deuxième métropole du Grand-Est". Reims et Châlons-sur-Marne l'ont envisagé mais la proposition a été rejetée. En Moselle, Metz et Thionville tergiversent. L'envie de "métror-

polisation" clamée par la société civile n'a trouvé que peu d'écho chez les élus, jalousement accrochés à leurs territoires. Face à une réalité urbaine dominante avec 7 habitants sur 10 vivant dans une ville, le monde rural minoritaire, la Meuse et les Ardennes notamment, subit une désertification galopante et une raréfaction des services.

La carte de l'emploi colle à cette disparité démographique. L'Alsace affiche un emploi stable et une population en hausse, alors que la Lorraine et la Champagne-Ardenne figurent en queue de peloton avec des taux de chômage au-dessus de la moyenne nationale. Mais chacune de ces trois Régions historiques, qui aujourd'hui ne font plus qu'une, affichent des forces qu'il faudra conjuguer : le numérique et

les matériaux en Lorraine, le vin de champagne et la filière céréalière en Champagne-Ardenne ; l'Europe et des universités de pointe en Alsace. Sachant que des secteurs aussi puissants que la médecine et l'automobile sont présents sur l'ensemble du territoire.

L'emploi, voilà bien le terrain sur lequel les nouvelles Régions sont attendues, avec leurs compétences en matière économique élargies. Les 169 élus de la nouvelle assemblée régionale ont les cartes en main pour que la Champagne-Ardenne, la Lorraine et l'Alsace, de loin la plus réticente, parviennent un jour à se trouver un air de famille. ■

Pierre Roeder



Dijon accueillera le siège du conseil régional de la nouvelle Région.

Différentes mais complémentaires

Sur le papier, la Bourgogne/Franche-Comté ne dispose pas des mêmes atouts que ses voisins. Mais elle peut faire de sa double personnalité un atout.



Avec 2,82 millions d'habitants, la nouvelle entité Bourgogne/Franche-Comté est l'une des Régions les moins peuplées de France. Malgré la fusion, elle se situe en effet en queue de peloton des treize grandes Régions, au 11^{ème} rang juste devant le Centre-Val de Loire.

Ce vaste ensemble de 47.800 km², constitué de huit départements (Côte-d'Or, Doubs, Haute-Saône, Jura, Nièvre, Saône-et-Loire, Territoire de Belfort et Yonne), s'étend des portes de l'Île-de-France au nord-ouest à la frontière suisse à l'est. Il n'est d'ailleurs entouré que de "géants" comme l'Alsace/Champagne-Ardenne/Lorraine au nord, la région Rhône-Alpes-Auvergne au sud, voire le Centre-Val de Loire à l'ouest.

Peu dense, le territoire ne compte aucune métropole, mais 24 communes de plus de 10.000 habitants où se concentre un quart de la population. Seules deux villes dépassent les 100.000 habitants : Besançon (116.900), et

Dijon (153.000) qui a été désignée comme capitale régionale.

La population se concentre le long des vallées de la Saône et du Doubs, formant un "croissant urbain" allant de Mâcon à Belfort en passant par Besançon, Dijon et Chalon-sur-Saône. A noter également une forte densité au nord de l'Yonne, du fait de sa proximité avec la région parisienne ainsi que le long de la bande frontalière avec la Suisse, particulièrement attractive en termes d'emplois. La partie ouest de la grande Région est constituée de zones peu denses et peu dynamiques démographiquement.

Ce découpage se retrouve au niveau économique avec cinq zones qui concentrent plus de la moitié des emplois (56 %) : Dijon, Belfort - Montbéliard, Besançon et dans une moindre mesure Auxerre et Chalon-sur-Saône.

Bourgogne-Jura, Bourgogne-Comté, Comté bourguignon, Burgondie comtoise, Franche Bourgogne... les propositions sont nombreuses pour baptiser la nouvelle

Région appelée temporairement Bourgogne/Franche-Comté. Si la dénomination officielle ne sera définitivement adoptée que le 1^{er} juillet prochain, l'acronyme BFC est déjà bien utilisé.

L'industrie, un atout malmené

Bien que le taux de chômage de la nouvelle collectivité se situe un peu en dessous de la moyenne nationale, la Bourgogne et la Franche-Comté sont les deux anciennes Régions qui ont perdu le plus d'emplois depuis la crise de 2008, dont une bonne partie dans l'industrie. Selon une étude publiée par l'Insee en novembre 2015, "l'emploi a diminué de 4,6 % en Bourgogne/Franche-Comté entre 2007 et 2014".

Avec 17 % d'emplois dans l'industrie, la Bourgogne/Franche-Comté reste néanmoins en proportion la première Région industrielle de France. Le secteur rassemble des "activités très spécifiques, qui constituent l'identité de ce territoire". On peut citer notamment la métallurgie, la plasturgie ou les

LA FICHE RÉGIONS MAGAZINE



Superficie : 47.784 km²
(6^{ème} Région française)

9,2% **10,4%**
moyenne France

Taux de chômage



2,8 millions d'habitants
11^{ème} Région française
en population

Densité : **59 hab./km²**
(France : 120)

PIB Régional
73 milliards d'euros
3,5 % du PIB de la France
PIB/habitant **25.876 €** (12^{ème})

Croissance entre 1990 et 2012
(en % du PIB)
+ 0,8 %
(France entière + 1,6 %)

Budget 2015
1,2 milliards d'euros
Dette par habitant : **249€**

BOURGOGNE FRANCHE-COMTÉ

ÉLECTIONS 13 DÉCEMBRE 2015

34,68 %

Marie-Guite Dufay

(Parti Socialiste,
Union de la gauche)

51 conseillers
régionaux

32,89 %

François Sauvadet

(Les Républicains-UDI)

25 conseillers
régionaux

32,44 %

Sophie Montel

(Front National)

24 conseillers
régionaux



Le siège du conseil régional

DIJON

Marie-Guite Dufay
présidente de la région
Bourgogne/Franche-Comté

matériels de transports avec la présence de grands groupes internationaux comme Areva, Alstom Transport, PSA Peugeot-Citroën, et de nombreux sous-traitants.

Autres secteurs phares de la Région : l'agro-alimentaire, l'horlogerie, mais aussi la viticulture et l'élevage. Avec 4,0 % des emplois relevant de l'agriculture, la Bourgogne/Franche-Comté occupe d'ailleurs la 4^{ème} place derrière la région Aquitaine/Limousin/Poitou-Charentes, la Bretagne et les Pays de la Loire.

Des synergies à développer

Le revenu médian des habitants de la nouvelle Région est un peu plus faible que la moyenne nationale, et connaît de fortes disparités territoriales. "Les revenus sont

plus élevés sur l'axe Dijon-Mâcon et le long de la frontière suisse que dans les zones industrielles touchées par la crise comme Belfort-Montbéliard et Le Creusot-Montceau", souligne Moïse Mayo, Directeur régional de l'Insee Bourgogne.

Point positif de la fusion : malgré une structure économique proche, les deux anciennes Régions ne sont pas concurrentes. "Elles peuvent donc créer des synergies complémentaires entre leurs industries, entre la métallurgie et l'automobile par exemple, ou entre leurs différents pôles de compétitivité comme le pôle Vitagora Goût-Nutrition-Santé à Dijon ou le pôle Véhicule du Futur à Belfort et Montbéliard", détaille Moïse Mayo.

Le positionnement géographique de la Bourgogne/Franche-Comté,

entourée par ces deux Régions clés que sont l'Île de France et Rhône-Alpes/Auvergne, et frontalière avec la Suisse, est également un atout. D'autant que la nouvelle grande Région dispose de réseaux autoroutiers et ferroviaires plutôt dense. Et que côté tourisme et gastronomie, le massif du Jura, le vignoble bourguignon ou les nombreux fromages franc-comtois comme le mont d'or, le comté ou la cancoillotte, constituent autant de raisons de partir à sa découverte. ■

Chloé Chamouton

Alain Rousset, le résistant

**PORTRAIT
DE PRÉSIDENT**

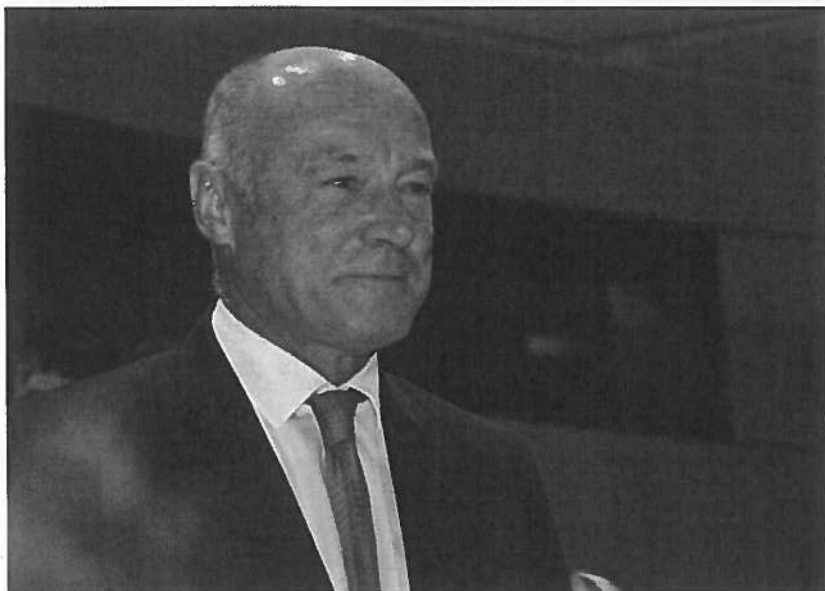
Il était le seul président de gauche donné vainqueur à coup sûr par les sondages. Pour son quatrième mandat, l'ex-patron de l'ARF va conduire la Région élargie.

Un président de Région de gauche à l'élection presque assurée : une véritable rareté lors du dernier scrutin régional. Pourtant, on n'a guère tremblé dans l'entourage d'**Alain Rousset** (PS), qui s'est finalement imposé avec plus de dix points d'avance sur la candidate de droite **Virginie Calmels**. L'ex-président de l'Association des Régions de France (il avait annoncé bien avant les élections qu'il ne se représenterait pas à ce poste occupé depuis 2004) va pouvoir consacrer toute son énergie à son nouveau territoire, la plus grande Région de France.

Son énergie, et sa passion pour l'économie, singulièrement pour l'industrie, lui qui est né dans un village industriel, Chazelles-sur-Lyon (Loire), lui qui est aussi l'un des rares présidents de collectivités à avoir une véritable expérience dans cet univers, lorsqu'il dirigea le développement régional du groupe Elf Aquitaine au milieu des années 80.

A bientôt 65 ans, Alain Rousset incarne une réelle envergure politique : celle d'un homme au charisme évident, rompu aux responsabilités locales et nationales. Député de Gironde depuis 2007, il a été maire de Pessac, président de la Communauté Urbaine de Bordeaux et premier vice-président du Conseil général de Gironde.

Ses différentes fonctions, sa personnalité, sa connaissance des dossiers lui ont permis de s'imposer dans sa région d'adoption. Après des études à Sciences Po complétées par une formation



Alain Rousset, ému lors de sa séance d'investiture le 4 janvier à l'Hôtel de Région de Bordeaux.

juridique, sa carrière professionnelle démarre dans les années 80, à la direction du cabinet des présidents de la région Aquitaine **André Labarrère** et **Philippe Madrelle**, puis sur le projet d'industrialisation du bassin de Lacq pour Elf Aquitaine.

Passionné par l'industrie et la recherche

Homme de convictions, fils d'ouvriers gaullistes, farouche opposant à l'Etat centralisateur et à toute forme de sectarisme, proche des milieux entrepreneuriaux, il détonne dans le paysage socialiste. Féru de nature, d'Histoire (il est le créateur du Festival international du film d'histoire de Pessac), d'industrie (il est vice-président du Cercle de l'industrie) et d'innovation (il est co-créateur de la cité scientifique et technologique de Bordeaux-Pessac : Unitec),

le pragmatique Alain Rousset nourrit de grandes ambitions pour son nouveau territoire taille XXL qu'il qualifie de "plus belle région de France entre montagnes, littoral et paysages ruraux".

Réfractaire au saupoudrage, il entend miser sur l'investissement en privilégiant certains axes comme la prévention de l'échec des jeunes, le soutien à l'innovation et au développement des PME. Et, comme il le confiait à *Régions Magazine* (supplément Aquitaine, n°124, avril 2015), mener pour la nouvelle grande Région "un projet fort autour de l'agroalimentaire, le développement de toutes les activités liées à l'océan, l'accompagnement des secteurs en émergence, de l'optique laser à l'e-santé". Un beau chantier qu'il entend bien saisir à bras-le-corps. ■

Cécilia Rochefort

L'"AURA" d'un brillant second

La fusion de l'Auvergne avec Rhône-Alpes place le nouvel ensemble au rang envié de dauphin de l'Île-de-France.

Reste à en faire une vraie Région.

La fusion de l'Auvergne avec Rhône-Alpes n'a fait que renforcer le poids d'un ensemble qui rivalise sans peine avec ses homologues européens les plus puissants. De nouveaux équilibres devront, toutefois, être trouvés de manière à ce que l'Auvergne tire aussi son épingle du jeu de cette union a priori très déséquilibrée.

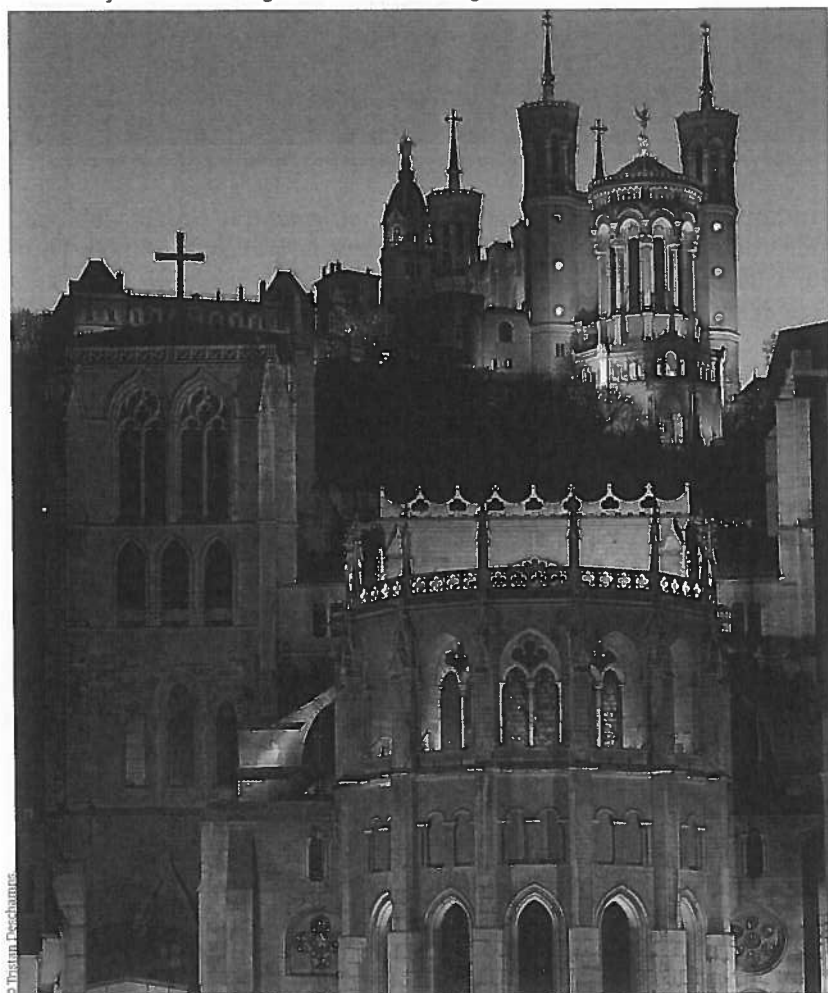
Avec un PIB proche de celui d'un pays comme le Danemark,

Auvergne/Rhône-Alpes, qu'on a déjà affublée de l'acronyme AURA, en attendant mieux on l'espère, a désormais acquis une nouvelle stature au plan européen. Entrée directement dans le Top 10 des régions européennes les plus riches et les plus peuplées, la nouvelle grande Région regroupe près de 7,7 millions d'habitants sur 70.000 km². Elle présente la particularité d'associer deux des principaux massifs montagneux

français que sont le Massif Central et les Alpes.

Pour autant, 85 % de la population sont sous l'influence d'un grand pôle urbain. Le plus important et de loin est celui du Grand Lyon, ville qui abrite donc désormais le siège du conseil régional. Ses 1.324.000 habitants sont à l'image des déséquilibres existant entre les deux Régions fusionnées. Clermont Communauté n'abrite, en effet, que 282.700 habitants. Et que dire de l'importance de petites et moyennes aires de la partie auvergnate du Massif Central, sinon qu'elles présentent le handicap d'être dissociées les unes des autres comme le relève une étude de l'INSEE.

La ville de Lyon accueille le siège du nouveau conseil régional.

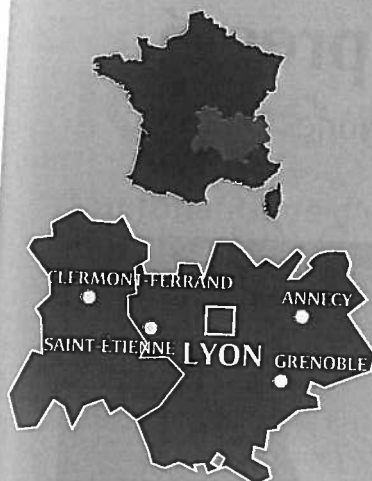


Améliorer les communications

La poursuite de l'amélioration des voies de communication sera donc primordiale pour connecter au mieux l'ensemble de ces territoires. A commencer par la liaison autoroutière entre l'A6 et l'A89 Lyon-Bordeaux, qui devrait enfin être mise en service en 2017. A plus long terme cette fois, le projet de ligne à grande vitesse Paris-Orléans-Clermont-Ferrand-Lyon (POCL) représente une véritable chance pour le développement des territoires de la partie Nord-Ouest de la grande Région. D'ailleurs, l'Auvergne et Rhône-Alpes (ainsi que la Bourgogne) ont confirmé quelques semaines avant leur fusion leurs engagements financiers pour les études préalables à la réalisation de cette ligne.

Forte de 3.200.000 emplois dont 500.000 industriels, de ses 15

LA FICHE RÉGIONS MAGAZINE

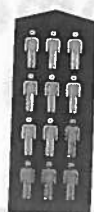


Superficie : 69.711 km²
(3^{ème} Région française)

8,8%

Taux de chômage

10,4%
moyenne
France



7,8 millions d'habitants
2^{ème} Région française
en population

Densité : 111 hab./km²
(France : 120)

PIB Régional
242 milliards d'euros
11,4 % du PIB de la France
PIB/habitant 31.060 € (2^{ème})

Croissance entre 1990 et 2012
(en % du PIB)
+ 1,6 %
(France entière + 1,6 %)

Budget 2015
3 milliards d'euros
Dette par habitant : 279 €

AUVERGNE/
RHÔNE-ALPES

ÉLECTIONS 13 DÉCEMBRE 2015

40,61 %

Laurent
Wauquiez
(Les Républicains-
UDI-MoDem)
113 conseillers
régionaux

36,84 %

Jean-Jack
Queyranne
(Parti Socialiste,
gauche unie)
57 conseillers
régionaux

22,55 %

Christophe
Boudot
(Front National)
34 conseillers
régionaux



LYON

Laurent Wauquiez
président de la région
Auvergne/Rhône-Alpes

pôles de compétitivité, Auvergne/Rhône-Alpes peut revendiquer avec quelques autres la place de première Région industrielle française. Elle s'appuie pour cela sur des fleurons comme Michelin en Auvergne et Sanofi Pasteur en Rhône-Alpes. Mais les petites entreprises jouent également un rôle prépondérant, notamment dans les zones d'emploi marquées par le relief. Au travers de la fusion de structures comme Aerospace Cluster in Rhône-Alpes et de son homologue auvergnat AVIA, l'export va pouvoir être renforcé. Même si la liquidation d'ERAI, bras armé de la politique économique de Rhône-Alpes à l'international, a laissé quelques meurtrissures.

Trouver les bons équilibres

Sa capacité à attirer les entreprises et les emplois associés se traduit

par un taux de chômage inférieur de 1,6 % à la moyenne nationale. Mais toutes les zones ne bénéficient pas de cette dynamique positive. La baisse de l'emploi s'est renforcée à Montluçon et Moulins côté Auvergne, tandis que le volume d'emplois s'est réduit à Saint-Etienne et Annonay en Rhône-Alpes. Tout l'enjeu pour la nouvelle grande Région sera donc d'éviter que ces bassins d'emploi restent à l'écart de la croissance. Une dynamique régionale à trouver, qui devra nécessairement passer par un juste équilibre des ressources financières entre les deux anciennes Régions. En s'appuyant aussi sur un tourisme florissant, avec ses 140.000 emplois représentant 9 % de la valeur ajoutée régionale.

En attendant, Auvergne/Rhône-Alpes peut d'ores et déjà capi-

taliser sur son image. Elle vient, une fois de plus, d'être mise en exergue à la faveur d'une étude du cabinet d'audit PwC. Ce dernier a classé Lyon comme la ville française qui présente les meilleurs atouts en matière de cadre et de qualité de vie, capital économique et ouverture sur le monde. A cette véritable locomotive s'ajoute à l'est, Grenoble qui a été distinguée dans la catégorie "transition numérique". Forte de ses nombreux atouts auxquels il faut ajouter un patrimoine touristique exceptionnel, Clermont-Ferrand pourrait bien également jouer un rôle de premier plan à l'avenir à condition, toutefois, de savoir se vendre. La réforme territoriale peut lui faire passer un cap, reste à ne pas manquer le bon wagon. ■

Olivier Constant

Laurent Wauquiez l'homme pressé

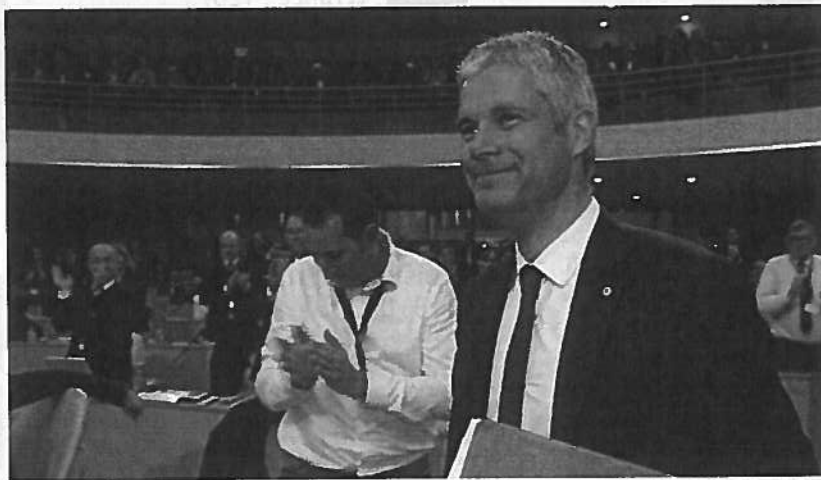
A 40 ans, le nouveau président de la région Auvergne/Rhône-Alpes va devoir se construire une image plus consensuelle.

Devenu très jeune député, ministre puis aujourd'hui président de la troisième Région de France, **Laurent Wauquiez** va avoir du mal à se débarrasser de son image d'homme politique à la fois ambitieux et pressé. Mais il va devoir acquérir une dimension plus consensuelle s'il veut réaliser l'unité de l'immense territoire dont il a désormais la charge.

Il est vrai que tout est allé très vite pour le maire du Puy-en-Velay. Ce fils de banquier né à Lyon mais qui a grandi à Paris, a enchaîné succès scolaires, universitaires puis politiques. Reçu premier à l'agrégation d'histoire, major de l'ENA à 26 ans, maître des requêtes au Conseil d'Etat à 28 ans, élu député de la Haute-Loire à 29 ans, ce qui fait de lui le benjamin de l'Assemblée Nationale, il a grandi dans l'ombre social-démocrate du centriste **Jacques Barrot**.

Mais son parcours politique l'a conduit peu à peu vers la droite, puis vers la droite de la droite, lui qu'on a vu au premier rang de la "Manif pour tous" exprimer son rejet virulent du mariage homosexuel. Entretemps, il a occupé plusieurs postes ministériels sous les différents gouvernements Fillon : Enseignement supérieur, puis Affaires européennes, porte-parole du gouvernement ; et au sein de son parti : il est aujourd'hui vice-président délégué Les Républicains.

Laurent Wauquiez n'a eu besoin que d'une seule tentative pour parvenir à la tête de la Région Auvergne/Rhône-Alpes. Face au président sortant **Jean-Jack**



Laurent Wauquiez lors de son élection le 4 janvier à l'Hôtel de région.

Queyranne (PS), il n'a eu de cesse de porter haut et fort un slogan résolument offensif : "un nouveau souffle pour notre Région". Et sur ce point il entend avancer au pas de charge : il s'est, en effet, donné tout juste cent jours "pour faire ce que l'on a dit pendant la campagne électorale : ne pas augmenter les impôts et donc mettre en œuvre un plan d'économie (à commencer par une réduction de 10% des indemnités des élus, NDLR), donner la priorité au travail et non pas à l'assistantat, favoriser l'apprentissage, la formation, la sécurité dans les TER, les gares..."

Trente actions

Parmi les trente actions devant donner un nouveau souffle à la Région figure en bonne place la mise en place d'une prime de 2.000 € à l'embauche dans les TPE, qui devrait constituer un des leviers pour atteindre l'objectif affiché de 20.000 emplois supplémentaires d'ici six ans. Laurent Wauquiez souhaite également financer l'équipement en vidéo-protection

ou en portiques de sécurité de tous les établissements de formation dont la Région a la responsabilité. De sa capacité à conduire l'action de la seconde région économique française dépendra son avenir à de plus hautes fonctions. Les six années à venir seront donc déterminantes pour conforter sa nouvelle stature. Il lui faudra notamment composer avec le président PS de la Métropole de Lyon, **Gérard Collomb**, qu'il a beaucoup ménagé durant la campagne électorale, pour faire avancer certains dossiers qui lui tiennent à cœur. A commencer par le grand campus de la numérique sur l'ancien site de la Région, à Charbonnières-les-Bains pour "faire de notre territoire un leader en Europe", affirme Laurent Wauquiez. Qui a annoncé ne pas vouloir renoncer à son mandat de député, s'attirant quelques flèches de son propre camp, dont celles de... **Xavier Bertrand**. ■

O.C. et Ph.M.

**PORTRAIT
DE PRÉSIDENTE**

Carole Delga, L'enfant du pays

Derrière l'accent chantant de la nouvelle présidente, se dissimule la volonté farouche de faire grandir la nouvelle Région du sud.

« Je suis née ici. Je suis d'ici. Je suis une enfant de cette Région ». Au soir du second tour, **Carole Delga**, nouvelle présidente de la grande région Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées, martelait haut et fort ses origines dans un accent toulousain qu'elle ne cherche jamais à gommer. À 44 ans, elle est la première femme présidente élue en Languedoc-Roussillon et Midi-Pyrénées depuis la création des conseils régionaux.

« Enfant du mérite républicain » telle qu'elle se définit, Carole Delga, née dans une famille modeste et élevée par sa grand-mère, a grandi sur les bancs de l'école républicaine avant de devenir attachée territoriale de profession, puis a gravi les échelons du pouvoir politique. Éluë en 2008 et 2014 maire de son village de Martres-Tolosane (Haute-Garonne), députée du Comminges-Savès en 2012, vice-présidente du conseil régional de Midi-Pyrénées dès 2010, puis nommée en juin 2014 secrétaire d'Etat chargée du Commerce, de l'artisanat, de la consommation et de l'économie sociale et solidaire dans le gouvernement de **Manuel Valls**, elle impose sa marque au fil de ses mandats.

« Une grande proximité avec les gens afin de rester en prise avec les réalités de la vie, c'est ce qui me caractérise », dévoile Carole Delga, qui a renoncé sans trop de peine à la vie parisienne pour retrouver « son » Midi. Opiniâtre, bosseuse et indépendante, la nouvelle présidente entend mener la grande Région « avec exemplarité et innovation ». « Nous sommes la seule Région de



Au moment de la passation des pouvoirs, Carole Delga a reçu des fleurs de son prédécesseur en Languedoc-Roussillon, Damien Alary.

France où l'union de la gauche a gagné. Nous devons changer nos habitudes face à une majorité de citoyens qui ne croient plus en la politique.»

Ainsi, Carole Delga a annoncé la création d'un bureau de l'assemblée, composé de cinq membres du conseil régional et coordonné par **Gérard Onesta**, tête de liste EELV-Nouveau Monde, résultat de leur accord suite à son ralliement au second tour.

Plan Marshall pour le bâtiment

« Cette instance animera la procédure délibérative ainsi que la démocratie participative, tant pour les concertations internes, qu'externes auprès des citoyens, via l'assemblée des territoires », explique Carole Delga. Parmi

ses premières actions, elle promet un « plan Marshall » pour le soutien des travaux et du bâtiment public, prévoit des États généraux du rail et souhaite faire du Languedoc-Roussillon/Midi-Pyrénées, une région experte des Énergies renouvelables. Elle veut également lancer un plan Littoral 21 pour redynamiser les stations littorales de la Méditerranée et l'économie de la mer.

Mais d'ici là, il faudra, sans doute via une consultation citoyenne, trouver un nouveau nom à cette grande Région. Pour sa part, l'enfant du pays préfère Occitanie. ■

Ysis Percq

Marseille reste le siège de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, aux frontières inchangées.



Le soleil ne fait pas tout

Touristique, tertiaire mais aussi industrielle, tournée vers les énergies nouvelles, la région PACA souffre toutefois de handicaps, emploi et transport ferroviaire.

La réforme territoriale n'a certes pas modifié les frontières de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, elle l'a pourtant fait reculer. Sur la carte métropolitaine, avant l'application de la loi NOTRe, PACA apparaissait comme la troisième Région la plus peuplée de France. Or aujourd'hui, avec ses 31.400 km² et ses 4,9 millions d'habitants, elle n'occupe plus que la 9^{ème} et la 7^{ème} place à ces deux classements. Pas de quoi inquiéter **Bernard Morel**, professeur émérite en économie et vice-président (PS) sortant de la collectivité. "Ce n'est pas la taille qui compte, c'est le dynamisme", claironne l'ancien élu. D'autant que la Région dispose de sérieux atouts.

Entre un climat plutôt favorable et une géographie éclectique alliant 700 kilomètres de côtes et la moitié de sa superficie en zone montagneuse, les six départements

qui la composent possèdent des ressources avantageuses. "Notre emplacement méditerranéen est moteur pour le développement durable", confirme Laure-Agnès Caradec, présidente (LR) de l'établissement public Euroméditerranée, chargé de l'une des plus grandes opérations de développement économique et de réaménagement urbain en centre-ville d'Europe, en l'occurrence à Marseille, capitale régionale. En témoigne l'éco-quartier en cours de réalisation dans ce périmètre (lire notre supplément au n°128).

Toujours une forte empreinte industrielle

De l'éolien au solaire, les énergies renouvelables offrent ainsi un terrain de développement économique. Mais ce ne sont pas les seuls atouts en PACA. Très urbanisée sur son littoral, la région compte

de nombreuses infrastructures, à commencer par deux aéroports internationaux d'envergure, deux métropoles (à Nice et Marseille), onze pôles de compétitivité, ainsi que le port de Marseille Fos qui arrive au premier rang français et en deuxième position en Méditerranée.

Bien que tournée en priorité vers le tertiaire (en particulier le tourisme), l'économie régionale conserve une empreinte industrielle non négligeable. Comme le révèle l'Insee, dans un rapport paru en 2012, "au cours des dernières décennies, l'emploi industriel a reculé en Paca comme ailleurs en France. Mais l'emploi industriel régional a mieux résisté."

Parmi les secteurs concernés, on retrouve la construction aéronautique, les composants électriques et électroniques ou encore la pharmacie. "L'industrie a longtemps

LA FICHE RÉGIONS MAGAZINE



Superficie : 31.400 km²
(9^{ème} Région française)

11,5%

10,4%

moyenne
France

Taux de chômage



5 millions d'habitants
7^{ème} Région française
en population

Densité : 157 hab./km²
(France : 120)

PIB Régional
152 milliards d'euros
7,2 % du PIB de la France
PIB/habitant 30.900 € (3^{ème})



Croissance entre 1990 et 2012
(en % du PIB)
+ 1,8 %
(France entière + 1,6 %)

Budget 2015
2,2 milliards d'euros
Dettes par habitant : 365 €

PROVENCE-ALPES-
CÔTE D'AZUR

ÉLECTIONS 13 DÉCEMBRE 2015

54,78 %

Christian Estrosi
(Les Républicains,
Union de la droite)
81 conseillers
régionaux

45,22 %

Marion Maréchal-Le Pen
(Front National)
42 conseillers
régionaux

Christophe Castaner (PS)
s'est retiré à l'issue du premier tour.



Le siège du conseil régional

MARSEILLE

Christian Estrosi
président de la région PACA

été négligée mais connaît maintenant une relance", se félicite Bernard Morel, qui pointe notamment la réparation navale, avant de citer la réouverture en avril prochain de la Forme 10 dans le port de Marseille. "Il n'y en a que trois en Europe du Sud de cette taille."

Améliorer les liaisons

Cette vitalité n'empêche cependant pas un ralentissement démographique. D'après les projections de l'Insee, l'accroissement de la population régionale ne sera que d'environ 0,4 % par an entre 2009 et 2040 contre 0,7 % en moyenne entre 1990 et 2009.

S'ajoute à cela un vieillissement de la population, en partie lié à l'héliotropisme. "C'est l'occasion de développer la Silver Economie. Cela demande des emplois qualifiés", note Bernard Morel, qui constate par

ailleurs "un vrai problème de formation dans la Région". Faute de main d'œuvre correspondant au marché de l'emploi local, le chômage touche près de 11 % de la population régionale. Ce qui aggrave la situation de la Région qui concentre déjà 282 quartiers prioritaires (dont 48 zones urbaines sensibles).

Par ailleurs, la Région rencontre quelques retards. Ne serait-ce que sur le plan ferroviaire, la ligne nouvelle (auparavant baptisée LGV), censée relier par TGV les principales villes de la région, peine à voir le jour. Et le chantier du TER reste ouvert, lui qui a été au centre de la campagne des élections régionales : le nouveau président Christian Estrosi s'est engagé à prendre le taureau par les cornes, qu'il s'agisse de qualité du service ou de sécurité.

Quant à la métropole marseillaise, elle existe sur le plan légal depuis le 1^{er} janvier. Mais son avenir dépend de plusieurs recours en justice, dont une question prioritaire de constitutionnalité qui sera examinée en février. "Sur le terrain, la métropole fonctionne, estime toutefois Laure-Agnès Caradec, élue au sein du conseil de la métropole Aix-Marseille-Provence. Il faut une taille suffisante pour favoriser le dynamisme d'un territoire. D'ailleurs, les synergies sont nécessaires entre les différentes institutions." Et l'élue de rappeler les engagements de Christian Estrosi, afin de mener "un travail partenarial". Les rencontres, notamment avec les acteurs économiques, ont d'ailleurs déjà commencé. Une façon d'élargir la "méthode niçoise" à tout le territoire régional. ■

Marjolaine Dihl

**PORTRAIT
DE PRÉSIDENT**

Christian Estrosi

L'homme qui sait où il va

Dans son brillant parcours, le maire de Nice n'avait pas forcément prévu de présider la région PACA. Maintenant qu'il y est, il paraît bien décidé à "faire le job".

Nul ne peut dire si dans son parcours politique, **Christian Estrosi** avait un jour prévu de présider la région PACA. Pour lui, l'enfant de Nice, la Région c'est d'abord Marseille, l'"autre" ville, avec laquelle les rapports ne sont pas toujours simples, tant les deux capitales régionales semblent parfois éloignées l'une de l'autre, par bien plus de 200 km...

Et pourtant, en évitant au passage une triangulaire de second tour, grâce au retrait du socialiste **Christophe Castaner**, Christian Estrosi (Les Républicains) est bien aujourd'hui le successeur de **Michel Vauzelle** (PS). Pour emporter son duel musclé face à **Marion-Maréchal Le Pen** (FN), le député-maire de Nice s'est littéralement posé en résistant. Celui qu'on surnommait au début de sa carrière le "motodidacte", parce qu'il avait remplacé ses études par quatre titres de champion de France de moto, a retrouvé toute sa pugnacité de champion dans ce combat très engagé.

Recentrant son propos plus que de coutume pour pouvoir ratisser large jusque dans l'électorat de gauche, l'ancien ministre de Nicolas Sarkozy (à l'Aménagement du territoire, puis à l'Outre-mer, puis à l'Industrie) semble avoir trouvé, à 60 ans, une forme de sérénité qu'il démontre assez largement dans son rôle de président de la métropole de Nice Côte d'Azur.



Passation de pouvoir très républicaine entre Christian Estrosi et Michel Vauzelle

Sécurité et ouverture

Lui qui fut d'abord remarqué par le maire de Nice de l'époque **Jacques Médecin** en 1983, a enchaîné depuis titres et mandats, député en 1993, président du Conseil général des Alpes-Maritimes en 2003, maire de Nice en 2008, président de la première Métropole créée en France en 2012. Il a cette fois annoncé son intention de renoncer à son mandat de député, même si cette décision n'est pas encore entrée en application, repoussée en raison de recours déposés à l'issue du scrutin régional par Marion Maréchal Le Pen et le député (PS) **Patrick Mennucci**.

En attendant, Christian Estrosi prend ses marques à la présidence de la région PACA. En quelques jours, il a dévoilé sa feuille de route pour sa "bataille de l'emploi", demandé au Premier

ministre **Manuel Valls** la révision du contrat de plan Etat-Région qu'il avait refusé de signer en tant que président de la Métropole de Nice. Il a confirmé son objectif de 25 % d'économie de frais de fonctionnement pour la Région, tout en annonçant qu'il n'y aurait pas de chasse aux sorcières au sein du personnel du conseil régional géré depuis des années par les socialistes.

Il a relancé la SNCF pour l'installation de portiques de sécurité dans les TER, tout en conviant les élus de gauche à participer à une conférence régionale où ils pourront s'exprimer à défaut de pouvoir siéger dans la nouvelle assemblée. Bref, du pur Estrosi, qui sait où il va même s'il n'est pas toujours facile à suivre. ■

M.D. et Ph.M.

A la croisée des chemins

En portant les indépendantistes au pouvoir, les Corses ont créé la surprise. Les nouveaux élus ont deux ans pour préparer la nouvelle collectivité unique.

En qualifiant la France de "pays ami", le 18 janvier juste avant d'être reçu par le Premier ministre **Manuel Valls**, **Jean-Guy Talamoni** savait ce qu'il faisait. Le nouveau président de l'assemblée territoriale de Corse ne faisait que rester dans la logique de son parti indépendantiste, **Corsica Libera**, pour qui la Corse n'est pas une Région française, mais bel et bien une nation à part entière.

Sans mauvais jeu de mots, l'arrivée au pouvoir des indépendantistes à l'issue du scrutin des 6 et 13 décembre, a fait l'effet d'une véritable bombe en Corse. Avec un score de 35 % au second tour, l'alliance entre les autonomistes modérés de **Gilles Siméoni** (17,6 % au premier tour) et les nationalistes plus extrêmes de Jean-Guy

Talamoni (7,7 %) a fait voler en miettes le grand favori du scrutin, le Divers Gauche et président sortant **Paul Giaccobi**. Même s'il faut relativiser cette poussée indépendantiste : au premier tour, le mouvement de Jean-Guy Talamoni ne se classait qu'en sixième position, et n'avait remporté que 10.342 voix sur 229.000 électeurs inscrits.

A noter aussi le retour du Front National dans l'exécutif Corse après 18 ans d'absence, avec 4 élus et 9 % des voix pour le candidat FN **Christophe Canioni**.

Revendications

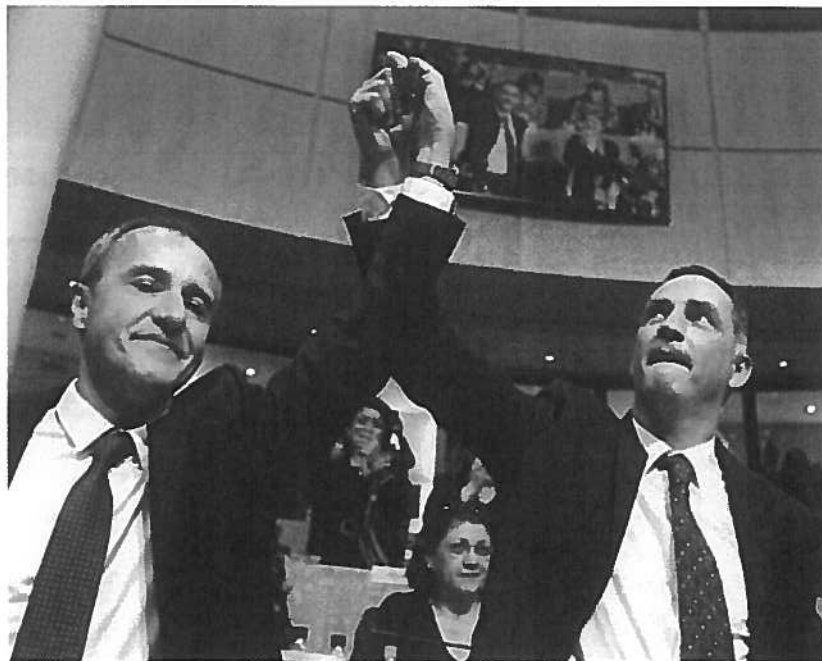
Dans la foulée, les deux vainqueurs du scrutin se sont donc partagé le pouvoir. Gilles Siméoni, maire de Bastia depuis avril 2014, est devenu président du conseil exécutif de

Corse. Ce nationaliste modéré de 48 ans, membre du parti *Inseme per a Corsia*, a été, entre autres, l'avocat d'**Yvan Colonna**, le meurtrier du préfet **Claude Erignac**. De son côté, Jean-Guy Talamoni a été élu président de l'Assemblée de Corse. A 55 ans, ce militant du parti indépendantiste **Corsica Libera**, lui aussi avocat, s'est spécialisé dans la défense de figures issues du grand banditisme corse, ou d'indépendantistes.

Leurs premières revendications prolongent logiquement les prises de position de leurs mouvements respectifs : co-officialité de la langue corse, instauration d'un statut de résident pour limiter la spéculation touristique, libération des "prisonniers politiques" y compris les membres du "commando Erignac" (dont la plupart sont d'ailleurs déjà sortis de prison). "Il n'y a pas de prisonniers politiques en Corse, il n'y a qu'une seule langue, le français, et il n'y a qu'une Nation, la France", a très vite rétorqué Manuel Valls.

Il est vrai que la Corse a d'autres problèmes à régler que ceux-là. Avec son taux de chômage au-dessus de la moyenne française, la sur-représentativité de la fonction publique (30.000 fonctionnaires territoriaux, hospitaliers ou d'Etat, soit 28 % de l'emploi salarié et 7 % de plus que le taux national), son taux de criminalité élevée et sa population vieillissante, elle a plus que jamais besoin du concours de la métropole pour faire face aux défis qui lui sont proposés. ▶

Jean-Guy Talamoni et Gilles Siméoni fêtent leur double élection.



LA FICHE RÉGIONS MAGAZINE



Superficie : 8.679 km²
(13^{ème} Région française)



323.000 habitants
13^{ème} Région française
en population

Densité : **41 hab./km²**
(France : 120)

PIB Régional
8,2 milliards d'euros
PIB/habitant **26.800 € (9^{ème})**

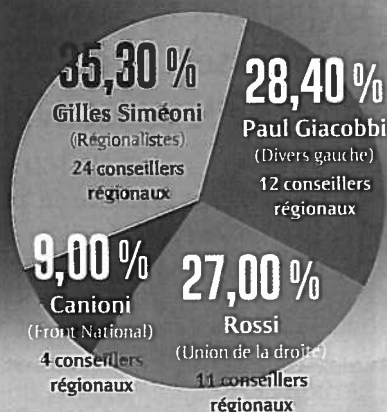
Croissance entre 1990 et 2012
(en % du PIB)
+ 2,3 %
(France entière + 1,6 %)

Budget 2015
934.000 euros
Dette par habitant : **940 €**



CORSE

ÉLECTIONS 13 DÉCEMBRE 2015



Gilles Siméoni
Président du conseil exécutif de Corse

► **Tourisme, démographie et énergies renouvelables**

Mais, sans même parler de la beauté exceptionnelle de ses paysages, elle ne manque pas d'atouts : un tourisme d'été florissant en haute saison et qui commence à s'étaler en arrière et présaison, un développement enviable en matière d'énergies renouvelables, pour lesquelles elle est la Région la plus développée de France (hydraulique, éolien, photovoltaïque). Et encore une démographie qui est largement repartie à la hausse depuis trente ans, même si ce phénomène est essentiellement dû à l'immigration : la Corse compte aujourd'hui près de 325.000 habitants, soit tout juste le double des années soixante !

Les nouveaux élus ont donc du pain sur la planche, même si ce sera en

fait pour une durée assez courte : au 1^{er} janvier 2018, selon les dispositions de la loi NOTRe, l'ancienne collectivité territoriale, devenue depuis le 7 août 2015 "collectivité de Corse", deviendra une collectivité à statut particulier, qui regroupera l'actuelle Région et les deux départements de Corse-du-Sud et de Haute-Corse. Elle devra pour y parvenir, harmoniser ses agences

et ses opérateurs, et préparer l'intégration budgétaire des trois collectivités. Un long processus qui s'étalera sur les deux années à venir. Et pour laquelle il faudra au passage convaincre les Corses, qui lors du référendum du 6 juillet 2003, avaient rejeté cette fusion à... 51 % des voix. ■

Ph.M.

Ajaccio reste le siège de la collectivité de Corse.

